

**LA LOI SUR LES
DONNÉES PERSONNELLES N'EMPÊCHE
PAS DE RÉSERVER DES
CHAMBRES D'HÔTEL
À L'ÉTRANGER**

La nouvelle loi sur les données personnelles n'empêche pas les Russes de louer des chambres d'hôtel sur les sites internet étrangers non adaptés aux visiteurs russes. « Nous avons réussi à faire en sorte que la loi ne vise plus les services internet qui ne sont pas spécialement destinés aux internautes russes », a expliqué le médiateur internet Dmitri Marinitchev à *L'économika*.

**LES SYSTÈMES DE
RÉSERVATION DE
BILLETS D'AVION SONT
AUTORISÉS À NE PAS
STOCKER LEURS
DONNÉES EN RUSSIE**

Le ministère russe des télécommunications et des médias de masse autorise les systèmes étrangers de réservation de billets d'avion à ne pas transférer en Russie les serveurs contenant les données personnelles des Russes. Selon les explications publiées sur le site du ministère, le transfert et le traitement des données personnelles des voyageurs sont déjà réglementés par les lois sur la sécurité des transports et différents accords internationaux.

**ROSKOMNADZOR
BLOQUE LE 1^{ER} SITE
INTERNET VIOLANT
LA LOI « SUR LES
DONNÉES
PERSONNELLES »**

Le 9 septembre, Roskomnadzor a inscrit au registre des violeurs de la loi « sur les données personnelles » la page internet « Tous les abonnés de Russie. Partie 2 » au nom de domaine .pw (république des Palaos). Selon le service fédéral, le site contenait des données personnelles (noms, prénoms, patronymes, adresses, téléphones, dates de naissance et lieux de travail) de plus de 1,5 million de Russes.

Экономические отношения между Россией и Францией

L'économika

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LA RUSSIE ET LA FRANCE

**LOI SUR LES DONNÉES PERSONNELLES :
NOUVELLES RÈGLES DU JEU**

LES AMENDEMENTS À LA LOI SUR LES DONNÉES PERSONNELLES ENTRÉS EN VIGUEUR LE 1^{ER} SEPTEMBRE 2015 CONTRAignent LES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES À CONSERVER TOUTES LES DONNÉES PERSONNELLES DES RUSSES SUR LE TERRITOIRE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE. L'ADOPTION DE CETTE LOI A FAIT GRAND BRUIT ET SUSCITÉ UN VIF DÉBAT SUR UN ÉVENTUEL DÉPART DES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES PRÉSENTES EN RUSSIE. L'ÉCONOMIKA FAIT LE POINT SUR LES NOUVEAUX CHANGEMENTS.

**QU'EST-CE QUI A CHANGÉ
LE 1^{ER} SEPTEMBRE ?**

La loi fédérale n°242 « sur la protection des données personnelles » a été adoptée en juillet 2014. Elle apporte des modifications à la loi fédérale n°152 de 2006 « sur les données personnelles » et oblige les entreprises à stocker sur le territoire russe les données qui y ont été collectées. L'organe de contrôle Roskomnadzor a le droit de vérifier, avec notification préalable ou non, si une entreprise respecte cette exigence.

Toute violation est passible d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 300 000 roubles (environ 4 100 euros). En outre, s'il possède un acte judiciaire, Roskomnadzor peut inscrire l'entreprise au registre des violeurs de la loi, une « liste noire », et bloquer l'accès à son site internet.

« À partir du 1^{er} septembre, les sociétés devront être en mesure de prouver que les données personnelles reçues dans le cadre de leur activité se trouvent en Russie. Autrement dit, la société devra montrer à Roskomnadzor les documents relatifs à l'introduction de normes conformes à la nouvelle réglementation et le serveur contenant les données recueillies dans le pays », explique Youri Larine, vice-président du comité IT de la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe (CCI France Russie) et directeur des ventes Russie et CEI de l'entreprise Arkadin Collaboration Services.

Adapter son activité aux nouvelles normes est un processus long et compliqué, en particulier pour des géants comme Google, Samsung ou Microsoft, qui gèrent un énorme volume de données à travers le monde. Il faut savoir que créer les conditions nécessaires au stockage de données en Russie exige non seulement de recruter des spécialistes IT mais également de former un

groupe de travail composé de consultants juridiques et de faire approuver le transfert des données par le siège de l'entreprise, situé à l'étranger. C'est pour cette raison précisément que les entreprises étrangères ont demandé davantage de temps pour se préparer.

Il était initialement prévu que les amendements entrent en vigueur en janvier 2015, avant que la date ne soit repoussée à septembre. Au début de l'été, la communauté des affaires, en particulier l'Association des entreprises européennes, a adressé une demande au président Vladimir Poutine pour reporter d'un an l'entrée en vigueur de la loi, de sorte que les entreprises étrangères puissent mieux se préparer aux nouvelles exigences. Les autorités n'ont toutefois pas accédé à cette requête.

UNE LOI « NÉBULEUSE »

À la même période, Roskomnadzor a annoncé qu'il n'effectuerait aucun contrôle spontané en 2015. D'ici 2016, le service fédéral procèdera à la vérification de 300 entreprises seulement, dont les noms ont été publiés en 2014 déjà.

Fin juin, des représentants de Roskomnadzor et du ministère des télécommunications et des médias de masse ont organisé une rencontre avec les représentants des grandes entreprises étrangères et des chambres de commerce et d'industrie pour leur apporter des éclaircissements sur des aspects pratiques de la loi.

Selon Youri Larine, les représentants des organes de contrôle ont tenté de répondre à la majorité des questions posées par les participants mais n'ont pas été à même d'expliquer le déroulement des vérifications. « La procédure ne sera claire que lorsque la loi sera appliquée, ce qui n'était pas encore le cas au moment de la ren-

contre », précise-t-il. Toutefois, à la demande de la CCI France Russie, Roskomnadzor a promis d'organiser une nouvelle rencontre deux mois après l'entrée en vigueur de la loi en vue de discuter de son application.

Une autre difficulté posée par la nouvelle loi est qu'elle donne une définition très large du concept de « données personnelles ». Celle-ci englobe en effet toute information « relative à une personne physique directement ou indirectement identifiée ou identifiable ». Autrement dit, aussi bien ses prénom, nom, numéro de téléphone et adresse e-mail que ses antécédents médicaux ou ses convictions religieuses.

ET LA LUMIÈRE FUT

Par ailleurs, depuis la rencontre organisée en juin, les organes de contrôle ont apporté certaines précisions à la nouvelle loi. Plus précisément, au mois d'août, en réponse à une demande du médiateur internet Dmitri Marinitchev, le ministère des télécommunications et des médias de masse a créé sur son site une rubrique accessible à tous intitulée « Aide en ligne concernant les données personnelles ». Comme le fait remarquer M. Marinitchev lui-même, cette rubrique devrait largement contribuer à régler le problème d'interprétation de la loi fédérale n°242.

Par exemple, dans sa version initiale, la loi n'offrait pas de définition précise du concept de « base de données », ce qui aurait pu signifier que les entreprises avaient pour obligation d'installer un nouveau logiciel. Cependant, après la publication des explications, il est devenu clair qu'il leur suffit d'importer en Russie la base de données sous n'importe quel format et sur n'importe quel support, même sous la forme d'un tableau Excel.

Le ministère des télécommunications a également précisé que le transfert ne concerne que les données personnelles directement recueillies auprès de leurs propriétaires et non auprès d'opérateurs tiers. Aussi l'entreprise ne doit-elle pas faire de dépenses pour rassembler toutes les données personnelles qu'elle utilise.

Pour ce qui est du transfert transfrontalier des données, le ministère indique que ces dernières doivent être collectées sur le territoire russe mais

peuvent être traitées dans un autre pays. Il précise en outre qu'il n'est pas nécessaire de transférer les bases contenant les données personnelles de Russes créées avant le 1^{er} septembre 2015 si celles-ci ne sont plus mises à jour après cette date.

**RISQUES POUR LES
INVESTISSEURS ?**

Par ailleurs, Dmitri Marinitchev et Youri Larine sont tous les deux convaincus que cette loi ne provoquera pas le départ des entreprises étrangères. « Une seule loi ne rebute pas les investisseurs. Chaque pays a ses spécificités législatives. Ce n'est qu'une exigence ordinaire, comparable aux normes de sécurité incendie », affirme M. Larine.

C'est également l'avis de Mikhaïl Liadov, vice-président d'Atos chargé des ventes en Europe centrale et orientale. « Une seule loi ne fera pas renoncer les sociétés à investir en Russie. Une telle décision est toujours motivée par un ensemble de facteurs. Désormais, les entreprises qui s'implanteront en Russie devront simplement respecter de nouvelles règles, plus précises, sur la façon d'y mener des affaires », assure-t-il.

Les experts soulignent que les sanctions sectorielles imposées à la Russie par l'UE, le Canada et les États-Unis ont bien plus d'impact sur les entreprises étrangères. Ces mesures limitent en effet le travail de ces dernières avec une série de sociétés russes et leur occasionnent des pertes considérables.

« Chaque pays a ses propres lois sur la conservation des données et tout fonctionne bien », ajoute M. Liadov, convaincu que n'importe quel changement législatif est avant tout un signe que le pays « se développe et s'adapte aux nouvelles réalités, et défend ses intérêts nationaux ».

Paradoxalement, cette loi pourrait même attirer des entreprises étrangères, selon M. Liadov. « Les dépenses des sociétés étrangères se font principalement en dollars et en euros. Avec la dévaluation du rouble, conserver ses données sur des serveurs russes coûte désormais moins cher et est, par conséquent, plus rentable », conclut-il.

Texte : ANASTASIA SEDUKHINA
Traduit par MAÏLIS DESTRIÉE

publicité

arvato
BERTELSMANN

WWW.ARVATO.RU

PRINCIPALES SOLUTIONS :

LOGISTIQUE | SERVICE CLIENT | SERVICES FINANCIERS | IT | DUPLICATION | IMPRESSION

Quand la situation économique rend les tâches des entreprises de plus en plus complexes, la meilleure solution pour elles est de sous-traiter une partie de leurs activités

LOI SUR LES DONNÉES PERSONNELLES : GUIDE D' ACTIONS

DEPUIS LE 1^{ER} SEPTEMBRE, LES ENTREPRISES RUSSES ET ÉTRANGÈRES PRÉSENTES EN RUSSIE DOIVENT RESPECTER DE NOUVELLES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES. TOU-TEFOIS, LA LISTE DES PROCÉ- DURES À SUIVRE RESTE ENCORE FLOUE. À QUOI LES ENTREPRISES DOIVENT-ELLES FAIRE PARTICU- LIÈREMENT ATTENTION POUR ÊTRE EN RÈGLE VIS-À-VIS DE LA NOUVELLE LÉGISLATION RUSSE ?

CHACUN POUR SOI

Les changements apportés à la loi sur les données personnelles créent différents types de problèmes en fonction de la taille des entreprises. Si, pour les petites entreprises, la difficulté majeure est d'ordre financier, pour les moyennes et les grosses entreprises, il s'agit de l'énorme volume de travail à effectuer pour rendre les centres de données conformes à la nouvelle législation.

« Nous avons travaillé plusieurs mois sur les changements logistiques, raconte Alexis Delaroff, directeur du bureau Accor Hotel Services en Russie. Auparavant, les réservations passaient par le serveur central de l'entreprise, qui se trouve à Paris. Nous avons dû mobiliser toute notre infrastructure IT pour changer notre système, qui fonctionnait et fonctionne correctement dans le monde entier, revoir celui des demandes de réservation et transférer le serveur en Russie. »

Selon M. Delaroff, le transfert du serveur en Russie, où Accor possède 29 hôtels, a coûté plusieurs dizaines de milliers d'euros à l'entreprise, sans compter les dépenses importantes consenties dans des services de conseil. Un travail colossal a également été accompli au siège de l'entreprise durant l'été. « Dans notre bureau parisien,

plusieurs services ont travaillé sur l'adaptation à la nouvelle législation russe : les services de marketing, de fidélité, d'e-commerce, de réservations et d'informatique », explique M. Delaroff. Au total, selon ses calculs, cette loi « coûtera » entre 100 et 150 000 euros à l'entreprise.

« Dans certaines entreprises, la loi a un impact minime : il s'agit par exemple de celles qui ont depuis de nombreuses années un bureau de représentation en Russie et des bureaux de représentation qui ont été enregistrés en tant que personnes morales russes. À l'inverse, certaines entreprises ont du pain sur la planche si elles veulent se conformer à la loi », explique Mikhaïl Liadov, vice-président du groupe Atos pour l'Europe centrale et orientale et président du comité IT de la CCI France Russie.

CINQ DOCUMENTS PRIMORDIAUX

Toutes les entreprises – qu'elles soient russes ou étrangères – doivent compiler au moins cinq documents pour se préparer aux contrôles, affirme Vadim Perevalov, juriste chez Baker & McKenzie et expert au Conseil consultatif de Roskomnadzor. Il s'agit premièrement d'un règlement général, intitulé règlement sur les données personnelles, dans lequel l'entreprise indique comment elle traite les données personnelles, lesquels de ses employés sont chargés de ce traitement, et quelles sont les données recueillies et la durée de leur traitement.

Il y a ensuite le consentement des citoyens au traitement de leurs données personnelles. Lorsqu'il s'agit de certaines catégories de données, par exemple de données biométriques ou médicales, ce consentement doit être obtenu sous forme écrite. Le reste du temps, l'accord peut être reçu sous n'importe quelle forme, y compris électronique. Excepté lorsque les données sont transmises sur le territoire d'États n'ayant pas signé la Convention du Conseil de l'Europe de 1981 sur la protection des personnes physiques à l'égard du traitement automatisé des données personnelles, ainsi que de pays où la protection des droits des propriétaires de données personnelles n'est pas jugée suffisante par Roskomnadzor. Il

s'agit en particulier des États-Unis, du Japon et d'une série de pays asiatiques et africains.

« Les États-Unis, qui concentrent le plus grand nombre de sociétés technologiques, sont un cas particulièrement complexe. Le transfert de données vers les États-Unis est possible sans le consentement de leur propriétaire lors de l'exécution d'un contrat conclu avec la personne physique concernée. Dans les autres cas, le transfert de données n'y est possible que sur accord écrit – un document qui reprend complètement les objectifs, les délais et les moyens de traitement des données personnelles », explique M. Perevalov. Voilà pourquoi, pour travailler en Russie, les sociétés étrangères auront tendance à utiliser des centres de données situés en Europe, souligne l'expert.

Un autre document important est la note sur la nomination du responsable de l'organisation du traitement des données personnelles. M. Perevalov recommande aux entreprises étrangères de ne pas choisir ici un ressortissant étranger. « Il existe en Russie une loi selon laquelle tout étranger ayant commis deux infractions administratives sur le territoire russe au cours d'une période de trois ans peut se voir refuser l'entrée ultérieure dans le pays. C'est pourquoi, si on a besoin d'un spécialiste en Russie, il vaut mieux prendre ses précautions et ne pas le nommer responsable du traitement des données personnelles », conseille M. Perevalov.

Toute entreprise doit également envoyer une notification à Roskomnadzor lors du transfert de données personnelles à des tiers, et ce avant le début du traitement des données.

En outre, chaque entreprise doit posséder un contrat sur le transfert des données entre différentes entreprises, qui stipule que l'entreprise étrangère s'engage à conserver les informations personnelles au cours d'une période déterminée, à les traiter à l'aide de méthodes approuvées et à les supprimer à la fin de leur traitement. « Ce document, qui n'étonnera pas les entreprises européennes, est une nouveauté pour les sociétés russes. C'est pourquoi, en vue d'adapter le contrat européen type pour le

transfert des données, il est souhaitable de recruter un spécialiste, qui évaluera à quel point ce contrat répond aux exigences de la législation russe », ajoute M. Perevalov.

Voici les principaux documents à avoir en sa possession, mais leur nombre peut varier en fonction de la société. Par exemple, si une entreprise a recours aux services d'un intermédiaire ou d'un centre de données, la logique dictera d'ajouter le contrat de location du serveur.

ALTERNATIVES ET RISQUES

Les entreprises disposent de plusieurs solutions pour échapper à la loi sur les données personnelles. Elles peuvent par exemple renoncer à collecter des données personnelles quand ce n'est pas nécessaire. Ainsi, pour envoyer leur newsletter ou fournir d'autres services virtuels, nombreuses sont les entreprises à collecter une multitude d'informations secondaires : téléphone, adresse, date de naissance, etc. Alors qu'en réalité elles n'ont besoin que de l'e-mail, lequel n'est pas toujours considéré par Roskomnadzor comme une donnée personnelle, précise M. Perevalov.

La dépersonnalisation des données peut être une autre façon d'observer la loi. Par exemple, pour recueillir des données à des fins statistiques, il n'est pas obligatoire de connaître les nom, prénom, patronyme et date de naissance. En outre, on peut placer les informations identifiant une personne dans une base de données à part, qui sera conservée en Russie, ou réarranger (mélanger) les données. Toutefois, cette méthode est techniquement complexe et ne convient, selon le juriste, que pour un nombre limité d'entreprises.

M. Perevalov rappelle qu'en violant la loi sur les données personnelles, les entreprises étrangères s'exposent à deux risques majeurs : le blocage de leur site, qui peut causer un préjudice considérable, par exemple aux détaillants en ligne et aux voyageurs, et le risque de réputation, que nombre d'entreprises ont malheureusement souvent tendance à négliger.

Texte : ANASTASIA SEDUKHINA
Traduit par MAÏLIS DESTREE

publi-reportage

NOUVELLE LOI : LES CONSEILS DES PROFESSIONNELS

S'ADAPTER À LA NOUVELLE LOI « SUR LES DONNÉES PERSONNELLES » DEMANDE AUX ENTREPRISES DU TEMPS ET DES RESSOURCES. POUR REMPLIR CETTE TÂCHE, CHACUNE DOIT SUIVRE UN PLAN. ALEXEÏ KONYCHKOV, DIRECTEUR DE L'INFOGÉRANCE CHEZ ATOS, DÉCRIT LES POINTS AUXQUELS FAIRE PARTICULIÈREMENT ATTENTION.

Le 1^{er} septembre 2015 est entrée en vigueur la loi fédérale n°242 « sur l'introduction de changements dans certains actes législatifs de la Fédération de Russie précisant la réglementation du traitement des données personnelles dans les réseaux d'information et de télécommunications » (FZ 242). Conformément à cette loi, à partir du 1^{er} septembre 2015, l'article 18 de la loi fédérale n°152 « sur les données personnelles » (FZ 152) du 27.07.2006 sera complété d'une partie 5, au contenu suivant : « Lors de la collecte de données personnelles, notamment via le réseau d'information et de télécommunications Internet, l'opérateur s'engage à assurer l'enregistrement, la systématisation, l'accumulation, le stockage, la rectification (la mise à jour, le changement) et la récupération des données personnelles des citoyens de la Fédération de Russie en utilisant des bases de données situées sur le territoire de la Fédération de Russie, à l'exception des cas décrits aux points 2, 3, 4, 8 de la partie 1 de l'article 6 de la présente loi fédérale. »

Après l'adoption de cette loi, de nombreuses entreprises ont été confrontées à la nécessité de procéder à un audit détaillé des processus liés aux données personnelles ainsi qu'à celle de transférer une partie de leurs bases de données en Russie et, par consé-



quent, de chercher les capacités informatiques et les systèmes de stockage de données nécessaires. Ces changements représentent un casse-tête pour les entreprises étrangères présentes en Russie. Le problème et sa solution relèvent à la fois des départements IT et juridique des entreprises dans la mesure où, d'une part, cette loi fédérale est du ressort de leur responsabilité juridique et, de l'autre, il est nécessaire pour la respecter que leur département IT introduise des changements dans les principaux systèmes d'information.

Une série de questions se posent, par exemple :

- Après avoir collecté les données personnelles (DP) des citoyens russes à l'aide de bases de données situées sur le territoire de la Fédération de Russie, peut-on transférer ces données à l'étranger ?

- Que doivent faire les entreprises pour se préparer à la FZ 242 sur le plan de la documentation ?

- Que faut-il indiquer dans les actes normatifs locaux et la politique de traitement des données personnelles ?

- Quelles sont les notifications à adresser et les autorisations à recevoir ?

Les questions sont sans conteste nombreuses, et chacune d'entre elles doit trouver une réponse.

Dès que les entreprises peuvent répondre à la question des lacunes juridiques à combler pour être en ordre, un deuxième aspect surgit, technique celui-ci. Il inclut les étapes suivantes :

- L'achat d'équipements ou la recherche d'un fournisseur d'infrastructures dans un centre de traitement de données ;

- Le transfert des bases ;

- Le changement des processus d'affaires ;

- La documentation et l'introduction des changements dans les documents locaux de l'entreprise.

Il est intéressant de noter qu'une partie des investissements peut être évitée ou convertie en dépenses d'exploitation après l'application de méthodes de dépersonnalisation d'une partie des données personnelles. Attention toutefois au fait que la structure des données pourrait être fortement modifiée et influencer sur les processus d'affaires.

Que va faire l'État ? Les organes de contrôle vérifieront si les entreprises respectent la loi fédérale. Il s'agira plus précisément de vérifier :

- Les listes de DP, les listes des employés ayant accès aux DP ;
- Les modèles de menace pour les systèmes contenant des DP ;
- Le règlement garantissant l'intégrité des données.

Des sanctions sont prévues pour les entreprises en infraction, allant du blocage de leur site internet et d'amendes jusqu'à une peine de prison. Le blocage des sites ne pourra toutefois se faire que sur décision judiciaire.

Le groupe Atos, pour lequel je travaille, est une entreprise internationale composée de plus de 93 000 employés dans 73 pays. Chez nous, l'adaptation à la nouvelle loi a requis les efforts de nos experts juridiques et techniques jusqu'au 1^{er} septembre. Comme vous vous en doutez, vu la taille de notre entreprise, la tâche n'a pas été des plus faciles.

Ce travail a donné lieu à la création d'un nouveau service offert par notre entreprise en Russie. Sa couverture est complète : du conseil juridique et de la rédaction des documents qui seront vérifiés par les organes de contrôle à la réalisation technique de la solution sur le territoire de la Russie dans notre propre centre de données.

À l'heure actuelle, ces projets ont déjà été réalisés pour une série de clients internationaux, dont certains étaient en infraction vis-à-vis de la législation russe en matière de traitement des DP et pour lesquels a été dressée la liste des mesures à prendre. Une série de projets sont en cours de réalisation.

Atos

Alexei Sergueïevitch Konychkov
Directeur du département d'infogérance
(Managed Services), Russie et Kazakhstan /
Directeur du bureau Atos au Kazakhstan
Alexey.Konychkov@atos.net

publi-reportage

ORANGE BUSINESS SERVICES : LA NOUVELLE LOI SUR LES DONNÉES PERSONNELLES PEUT ÊTRE UN BOOSTEUR POUR LES ENTREPRISES

LES AMENDEMENTS À LA LOI « SUR LES DONNÉES PERSONNELLES » POSENT UN VÉRITABLE DÉFI AUX ENTREPRISES : CELUI DE TRANSFÉRER TOUTES LES DONNÉES DES CITOYENS RUSSES SUR LE TERRITOIRE DE LA RUSSIE. CETTE TÂCHE COMPLEXE ET COÛTEUSE NÉCESSITE DE LA PART DE NOMBREUSES ENTREPRISES DE METTRE À JOUR LEUR INFRASTRUCTURE IT. OLIVIER QUESSON, DIRECTEUR COMMERCIAL D'ORANGE BUSINESS SERVICES EN RUSSIE ET CEI, NOUS EXPLIQUE QUELS SONT LES AVANTAGES DE LA NOUVELLE LOI POUR LES ENTREPRISES ET COMMENT LES TECHNOLOGIES INFORMATIQUES PEUVENT LES AIDER.

« Le transfert des données personnelles sur le territoire russe est une tâche compliquée qui implique des dépenses importantes dans la mise à jour des infrastructures IT. Cependant, les entreprises peuvent profiter de l'occasion pour améliorer l'efficacité de leurs différents départements et pour prévoir de façon plus souple le budget alloué à l'IT. Les technologies cloud (*cloud computing*) peuvent les y aider », affirme Olivier Quesson.

Actuellement, toutes les entreprises n'ont pas encore réussi à adapter leurs systèmes d'information à la nouvelle loi. Pour remplir cette tâche, les sociétés disposent de plusieurs solutions : construire leur propre *data center* ou ajouter des baies. Toutefois, elles sont de plus en plus nombreuses à se tourner



vers « le nuage » étant donné que celui-ci comporte une multitude d'avantages.

Les technologies cloud permettent aux entreprises d'éviter des dépenses d'investissement de capital dans l'infrastructure IT en passant au modèle OPEX et en confiant à un fournisseur de services la création de ressources et leur gestion. Grâce au cloud, les

entreprises qui n'avaient auparavant pas la possibilité de construire leurs propres centres de données tolérants aux pannes, bénéficient d'un accès à des ressources modernes, fiables et hautement performantes, dont le coût correspond aux volumes réellement utilisés.

Selon les données de la société d'analyses IDC, les investissements mondiaux dans le *cloud computing* at-

teindront les 100 milliards de dollars à l'horizon 2016. Ce passage aux services cloud est particulièrement visible dans les pays européens. Actuellement, plus de la moitié des entreprises en Grande-Bretagne, en Italie et en France ont choisi les technologies cloud. Par ailleurs, les petites entreprises ne sont pas les seules à décider de conserver leurs bases de données et leurs applications « dans le nuage », c'est également le cas de plus en plus de grandes entreprises.

« La demande en *cloud computing* croît dans le monde entier, y compris en Russie. Depuis quelques années, nous proposons à nos clients en Russie et dans le monde entier des produits cloud en suivant l'approche *as a service* : des infrastructures IT (machines virtuelles, capacités informatiques, stockage des données) à la téléphonie, aux visioconférences, aux communications unifiées et aux centres d'appels », explique Olivier Quesson.

D'après lui, ces derniers mois, la nouvelle loi a donné lieu à plus de 85 % des demandes d'hébergement de données dans le cloud adressées à Orange Business Services en Russie. Le nombre de demandes a ainsi augmenté d'environ 70 % par rapport à l'année dernière.

L'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les données personnelles a grandement encouragé Orange Business Services à élargir la gamme de ses services cloud en Russie. L'entreprise a ainsi lancé le service cloud de nouvelle génération Flexible Computing Advanced, destiné aux grandes entreprises russes et internationales.

Flexible Computing Advanced est une plateforme cloud au sein de laquelle les clients peuvent créer leur propre centre de données virtuel. Cette plateforme se trouve en Russie, dans un data center moscovite de niveau Tier 3+ avec des services intégrés de sauvegarde et de restauration. Grâce à cette solution, les sociétés peuvent héberger

Orange est l'un des principaux opérateurs de télécommunications du monde et le seul fournisseur international de services de télécommunications et d'intégration en Russie avec son propre réseau, de Kaliningrad à Vladivostok, sur une distance de 8 500 km. Orange Business Services fournit des services à plus de 3 000 grandes entreprises russes et internationales, parmi lesquelles Danone, Heineken, Siemens, JTI, L'Oréal, Open Bank, MDM Bank, Rosbank et Sberbank. Les centres de service à la clientèle d'Orange fonctionnent en France, en Russie, au Brésil, en Égypte, en Inde, en république de Maurice et dans 24 régions, 7j/7 et 24h/24. Grâce à ces centres, les clients ont accès aux ressources clés et à des services d'assistance. Aujourd'hui, Orange est présente dans toutes les régions de la Russie. La filiale russe d'Orange dispose de 7 500 km de réseaux d'accès urbain, de plus de 30 centres de données, de 5 téléports et de 1 300 points d'accès.

leurs données et applications dans un environnement sûr et spécialement équipé respectant complètement la législation russe.

Orange propose à ses clients un accord sur le niveau de qualité du service (*service level agreement*, SLA) et un service client 24h/24. L'accès à la plateforme Flexible Computing Advanced se fait via les canaux de communication Orange, ce qui garantit la qualité du service à toutes les étapes (*end-to-end SLA*), ou bien via une connexion sécurisée à Internet.

Grâce au portail de self-service intégré, le client n'a besoin que d'un seul spécialiste IT pour gérer l'infrastructure. Cela permet non seulement de diminuer les frais liés à l'introduction de nouveaux projets mais aussi, grâce au système transparent de formation des prix, de simplifier la planification du budget des ressources informatiques. Selon le principe *pay-as-you-go*, le client paie uniquement les ressources réellement utilisées, un élément non négligeable dans la conjoncture économique actuelle.

La plateforme Flexible Computing Advanced est déjà disponible dans les autres pays où Orange est présente et permet aux entreprises de créer leur propre infrastructure au sein d'un centre de données mondial.

Orange Business Services dispose de plus de 20 années d'expérience dans le développement d'infrastructures cloud à travers le monde. De grands noms russes et internationaux font régulièrement appel à l'entreprise pour bénéficier de ses ressources cloud. Grâce à la présence mondiale d'Orange, ses technologies cloud donnent accès à des capacités informatiques dans le monde entier, et ce dans les volumes requis par les entreprises.

Texte : ANASTASIA SEDUKHINA
Traduit par MAÏLIS DESTRIÉE



LES ENTREPRISES FRANÇAISES SONT PRÊTES À APPLIQUER LA LOI SUR LES DONNÉES PERSONNELLES

Peu avant l'entrée en vigueur des amendements à la loi fédérale n°152 « sur les données personnelles », la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe (CCI France Russie) a mené sur son site un sondage anonyme destiné à ses entreprises membres pour savoir si elles étaient prêtes à respecter la nouvelle législation russe. Plus de 50 entreprises présentes en Russie ont participé au sondage. Plus de 53 % ont répondu être prêtes à exécuter les nouvelles exigences relatives au stockage des données personnelles. Près de 39 % ont déclaré être prêtes à le faire, mais avec du retard. Les 8 % restantes ont indiqué qu'elles n'étaient pas prêtes à appliquer la nouvelle loi.

publicité

CCI FRANCE RUSSIE
 CHAMBRE DE COMMERCE
 ET D'INDUSTRIE FRANCO-RUSSE
 ФРАНКО-РОССИЙСКАЯ
 ТОРГОВО-ПРОМЫШЛЕННАЯ ПАЛАТА

PLANNING DES CONFÉRENCES ET ÉVÉNEMENTS À VENIR
SEPTEMBRE

• **30 septembre** Séminaire pratique Communication

OCTOBRE

• **7 octobre** Table-ronde pharmaceutique
 • **16 octobre** Conférence IT
 • Présentation du Rapport annuel « Russie 2015 » de l'Observatoire

NOVEMBRE

• **11 novembre** Séminaire pratique Douanes
 • **24 novembre** Journée de de l'architecture
 • **27 novembre** Gala d'hiver de la CCI France Russie

DÉCEMBRE

• **9 décembre** Conférence « Bilan économique de l'année 2015 : analyse et prévisions »

ПЛАН КОНФЕРЕНЦИЙ И МЕРОПРИЯТИЙ
СЕНТЯБРЬ

• **30 сентября** Практический семинар по коммуникации

ОКТАБРЬ

• **7 октября** Круглый стол на тему: «Фармацевтика»
 • **16 октября** Практическая конференция по IT
 • Презентация ежегодного доклада «РОССИЯ 2015» Аналитического центра Обсерво

НОВАБРЬ

• **11 ноября** Практический семинар по таможенным вопросам
 • **24 ноября** День инноваций в архитектуре и строительстве 2015
 • **27 ноября** Зимний Гала-вечер CCI France Russie

ДЕКАБРЬ

• **9 декабря** Конференция «Итоги 2015 года. Анализ и прогнозы»

www.cci.fr.ru

publi-reportage

DONNÉES PERSONNELLES : DES RÈGLES DU JEU ENCORE À DÉFINIR

Le principal problème des amendements à la loi fédérale « sur les données personnelles », entrés en vigueur le 1^{er} septembre, réside dans le fait que les « règles du jeu » que doivent suivre tant les entreprises que les organes de contrôle ne sont pas encore complètement définies. Déjà avant l'adoption des amendements sur le stockage des données personnelles des citoyens russes, la loi comportait de nombreuses zones d'ombre. Les changements introduits n'ont fait qu'accroître l'intérêt pour les questions en suspens et en ont ajouté de nouvelles.

L'an dernier, les représentants des organes de contrôle (Roskomnadzor et le ministère des télécommunications et des médias de masse) ont organisé une série de séances d'explications et ont donné des commentaires et des interviews sur l'interprétation de la loi. Toutefois, ils se sont à chaque fois contentés d'émettre des avis non officiels. En outre, la position des organes a radicalement changé sur certains points. Par exemple concernant la question de savoir si les nouvelles exigences s'étendent au traitement des données personnelles des travailleurs.

Il est à relever que la principale question en suspens est celle de la définition même de « données personnelles ». La loi sur les données personnelles définit ces dernières comme toute information relative à une personne physique directement ou indirectement identifiée ou identifiable. Cependant, dans la pratique, iden-

tifier des informations comme des données personnelles est loin d'être sans difficulté. Ainsi, les prénoms, noms de famille et patronymes sont, *a priori*, des signes qui identifient une personne. Or, en l'absence de données complémentaires, tels l'adresse, le lieu de travail, la fonction, etc., cette personne est difficilement identifiable.

On peut tirer de cette définition la conclusion que l'identification du sujet des données personnelles sur la base des informations disponibles relève d'un jugement subjectif et dépend de la capacité ou non d'identifier une personne à l'aide de ces données. Cette identification dépend souvent des ressources financières et techniques. Il convient de garder à l'esprit que les technologies actuelles permettent de déterminer l'identité d'une personne même à partir de bribes d'information.

Un autre concept vague sur lequel se fonde la loi sur les données personnelles est celui de « base de données ». Sans entrer dans les détails, on peut tirer la conclusion que, dans le contexte de la loi appliquée, les organes de contrôle entendent par « base de données » un ensemble ordonné de données personnelles qui ne dépend ni du type de support matériel de l'information, ni des moyens utilisés pour la traiter. Ainsi, les exigences relatives au traitement des données personnelles des citoyens russes à l'aide de bases de données se trouvant sur le territoire de la Fé-

dération de Russie, couvrent autant les tableaux Excel que n'importe quel logiciel, y compris les messageries et les serveurs, contenant des données personnelles. Par conséquent, si les bases de données d'un logiciel utilisé au sein d'une entreprise contiennent les données personnelles de citoyens russes, cela vaut la peine de réfléchir au transfert de ces données en Russie.

En ce qui concerne les courriers électroniques, deux aspects doivent ici être pris en compte. Premièrement, selon les organes de contrôle, toute adresse électronique est unique et identifie la personne qui l'utilise. Ces adresses font donc automatiquement partie du domaine des données personnelles. Deuxièmement, les informations sur les destinataires contenues dans la correspondance électronique (nom, fonction, lieu de travail, etc.), selon ces mêmes organes de contrôle, ne peuvent pas être considérées comme des données personnelles au sens de la loi dans la mesure où la réception de ces données n'a pas pour objectif de procéder ultérieurement, de quelque manière que ce soit, à un traitement de ces dernières.

La frontière entre le respect et le non-respect de la nouvelle loi est à ce point ténue que certaines entreprises ont par principe refusé de transférer leurs données en Russie. Par exemple, le réseau social Facebook a, selon les médias russes, justifié son refus en disant que les données des comptes de ses utilisateurs ne constituaient pas des données personnelles.

Pour conclure, nous noterons qu'un grand nombre de questions liées au respect des nouvelles exigences de la loi sur les données personnelles restent encore sans réponse. Nous espérons que les organes de contrôle se positionneront rapidement sur ces questions et leur donneront des réponses détaillées.

Andrei Kandaourov, Juriste senior, Département des services fiscaux et juridiques de Mazars Russie
info@mazars.ru
www.mazars.ru

* Le journal Vedomosti du 26 août écrit en citant des sources que le réseau social Facebook a décidé de ne pas transférer ses données personnelles en Russie. Roskomnadzor a par la suite démenti le refus de Facebook de transférer les données.

La semaine dernière, selon Roskomnadzor, son directeur Alexandre Jarov et Thomas Myrup Kristensen, directeur de Facebook pour la Scandinavie, l'Europe de l'Est et la Russie, ont discuté de l'application de la législation russe, y compris de la nouvelle loi sur les données personnelles. Facebook a été ferme : le premier réseau social au monde ne juge pas utile de transférer les données des utilisateurs russes sur des serveurs russes. Le top manager de Facebook a expliqué qu'une telle mesure est économiquement préjudiciable pour l'entreprise et, en outre, que les informations provenant des comptes d'utilisateurs ne constituent pas des données personnelles, ont confié les interlocuteurs de Vedomosti. Roskomnadzor a démenti le contenu de la conversation entre MM. Jarov et Kristensen. (Vedomosti du 02.09.2015 sous le titre : Roskomnadzor n'arrivera pas jusqu'aux serveurs étrangers)

 MAZARS 20 YEARS IN RUSSIA

publi-reportage

STACK GROUP : UN STOCKAGE DES DONNÉES FIABLE ET À FRAIS RÉDUITS

STACK GROUP EST L'UN DES PIONNIERS EN MATIÈRE DE TRAITEMENT ET DE STOCKAGE DES DONNÉES EN RUSSIE. L'ENTREPRISE PROPOSE DES SOLUTIONS 100 % FIABLES D'HÉBERGEMENT ET DE MAINTIEN D'INFRASTRUCTURES PHYSIQUES ET VIRTUELLES EN S'APPUYANT SUR UN RÉSEAU DE CENTRES DE DONNÉES SITUÉS À MOSCOU.

Le centre de données M1 (Stack.M1) est l'un des plus grands centres de traitement de données de la région de Moscou avec une capacité de plus de 1 000 serveurs. En 2013, l'entreprise a lancé le projet M1Cloud, basé sur son propre réseau de centres de données.

Fort de plus de dix années d'expérience dans l'offre de services informatiques de traitement de données, l'entreprise a mis au point des solutions non seulement en matière d'hébergement de données mais également pour exécuter des tâches fixées par les clients. Aujourd'hui, Stack Group compte parmi ses clients : des opérateurs de réseau mobile, des banques commerciales, des compagnies d'assurances, des opérateurs de services



payants ainsi que d'autres grandes sociétés commerciales et structures publiques russes et internationales.

Les amendements à la loi sur les données personnelles entrés en vigueur en septembre 2015 posent un vrai défi aux entreprises étrangères, qui doivent non seulement transférer physiquement les données des Russes sur le territoire de la Russie mais également assurer la continuité des processus d'affaires liés au traitement de ces données.

« Stack Group aide les entreprises en leur proposant des solutions de stockage et de traitement de données sur le territoire russe et en adaptant le traitement des données personnelles aux processus d'affaires existants », explique Vladimir Lebedev, directeur du développe-

ment chez Stack Group.

L'une de ces solutions est le service M1CloudWide, proposé conjointement par Stack Group et le réseau international de centres de données Equinix dans le cadre du service global Equinix Cloud Exchange. Grâce à ce service, les clients internationaux pourront allouer des ressources dans l'infrastructure russe de Stack Group et les combiner aux capacités du réseau de centres de données Equinix, répartis à travers le monde.

« De cette façon, le marché russe reçoit des capacités technologiques supplémentaires et bénéficie d'un accès direct aux principaux services mondiaux tout en respectant les exigences actuelles », précise Vladimir Lebedev.

La solution M1CloudWide sera disponible dans le catalogue mondial d'Equinix Marketplace. Les clients disposeront d'une connexion directe L2 de 15 minutes à l'infrastructure russe avec des caractéristiques techniques garanties et pourront utiliser les ressources physiques et virtuelles nécessaires. Grâce à ce système, il sera possible de ne transférer en Russie que les systèmes d'information concernés par la loi et d'ainsi diminuer significativement le coût total du projet.

M1CloudWide est destiné en premier lieu aux entreprises internationales du segment *middle et enterprise* dont l'activité est orientée vers la Fédération de Russie et qui dépendent grandement des infrastructures IT situées en dehors de Russie.

Vladimir Lebedev souligne que la conjoncture économique actuelle, en particulier le cours volatil du rouble, n'a pas eu d'impact sur la politique des prix de l'entreprise. Alors que ses tarifs sont restés les mêmes qu'il y a un an, en équivalent dollars, ils ont diminué de moitié environ. De nouvelles possibilités d'optimiser les dépenses s'offrent ainsi aux entreprises internationales qui réalisent des projets en conformité avec la législation russe.

 **STACK GROUP**
 ИНФОРМАЦИОННЫЕ ТЕХНОЛОГИИ

ЗАКОН О ПЕРСОНАЛЬНЫХ ДАННЫХ: ИГРА ПО НОВЫМ ПРАВИЛАМ

ЗАКОН О ПЕРСОНАЛЬНЫХ ДАННЫХ НЕ ПОМЕШАЕТ БРОНИРОВАТЬ ГОСТИНИЦУ ЗА РУБЕЖОМ

Новые требования к закону о персональных данных не мешают россиянам бронировать номера в гостиницах на иностранных сайтах, не адаптированных под российскую аудиторию. «Нам удалось вывести из-под действия закона те интернет-сервисы, которые не ведут деятельности, специально направленной на российских пользователей», – пояснил L'Économika интернет-омбудсмен Дмитрий Мариничев.

СИСТЕМАМ БРОНИРОВАНИЯ АВИАБИЛЕТОВ РАЗРЕШИЛИ НЕ ХРАНИТЬ ДАННЫЕ В РОССИИ

Минкомсвязи разрешило иностранным системам бронирования авиабилетов не переносить в Россию сервера с персональными данными россиян. В опубликованных на сайте министерства разъяснениях указано, что передача и обработка системами бронирования персональных данных покупателей уже регулируется законами о транспортной безопасности и различными международными договорами.

РОСКОМНАДЗОР ЗАБЛОКИРОВАЛ ПЕРВЫЙ РЕСУРС ПО ЗАКОНУ «О ПЕРСОНАЛЬНЫХ ДАННЫХ»

9 сентября Роскомнадзор внес в реестр нарушителей Закона «О персональных данных» ресурс «Все абоненты России. Часть 2», расположенный в домене островного государства Палау (.pw). По данным ведомства, интернет-ресурс содержал личные сведения (ФИО, адреса, телефоны, даты рождения, места работы) более 1,5 млн россиян.

НОВЫЕ ПОПРАВКИ В ЗАКОН О ПЕРСОНАЛЬНЫХ ДАННЫХ, ВСТУПИВШИЕ В СИЛУ 1 СЕНТЯБРЯ 2015 ГОДА, ОБЯЗЫВАЮТ ЗАРУБЕЖНЫЕ КОМПАНИИ ХРАНИТЬ ВСЮ ЛИЧНУЮ ИНФОРМАЦИЮ О РОССИЯНАХ НА ТЕРРИТОРИИ РОССИЙСКОЙ ФЕДЕРАЦИИ. ПРИНЯТИЕ ЗАКОНА ВЫЗВАЛО ШИРОКИЙ РЕЗОНАНС И ДИСКУССИЮ О ВОЗМОЖНОМ МАССОВОМ УХОДЕ ИНОСТРАННОГО БИЗНЕСА ИЗ СТРАНЫ. L'ÉCONOMIKA ВЫЯСНИЛА, ЧТО НЕСУТ В СЕБЕ ИЗМЕНЕНИЯ В ЗАКОНОДАТЕЛЬСТВЕ И НА ЧТО НУЖНО ОБРАТИТЬ ВНИМАНИЕ ПРЕДСТАВИТЕЛЯМ МЕЖДУНАРОДНЫХ КОМПАНИЙ, РАБОТАЮЩИХ В РОССИИ.

ЧТО ИЗМЕНИЛОСЬ С 1 СЕНТЯБРЯ?

Федеральный закон (ФЗ) № 242 «О защите персональных данных» был принят в июле 2014 года. Данный закон вносит изменения в ФЗ № 152 от 2006 года «О персональных данных» и обязывает компании хранить собранные в России данные на территории страны. Федеральная служба по надзору в сфере связи, информационных технологий и массовых коммуникаций (Роскомнадзор) может организовывать плановые и внеплановые проверки организаций на соответствие этим требованиям.

Несоблюдение закона грозит нарушителю штрафом в размере до 300 000 рублей. Кроме того, при наличии судебного акта Роскомнадзор может включить организацию в реестр нарушителей закона, так называемый черный список, и заблокировать сайт компании.

«Начиная с 1 сентября организациям нужно будет уметь доказать, что полученные в рамках их деятельности персональные данные находятся в России. Это значит, что во время проверки Роскомнадзором компания должна будет предоставить документы о приведении стандартов компании в соответствие с новым законодательством и о наличии российского сервера, где хранятся собранные данные», – поясняет замглавы комитета ИТ Франко-русской торгово-промышленной палаты (CCI France Russie), директор по продажам в России и СНГ компании Arkadin Collaboration Services Юрий Ларин.

Переход на новые стандарты – это длительный и сложный процесс, особенно для таких крупных компаний, как Google, Samsung или Microsoft, оперирующих огромным объемом данных по всему миру. Так, для создания необходимых условий по хранению данных в России теперь потребуются не только привлечь к работе ИТ-специалистов, но и сформировать рабочую группу из юристов-консультантов, а также согласовать перенос данных с расположенным за границей го-

ловным офисом компании. Именно поэтому иностранный бизнес просил предоставить ему больше времени на подготовку.

Изначально планировалось, что поправки вступят в силу с января 2015 года, однако позднее этот срок сдвинулся к сентябрю. Бизнес-сообщество, в частности Ассоциация европейского бизнеса, в начале лета обращалось к российскому президенту с просьбой перенести принятие поправок еще на год, чтобы иностранные компании смогли лучше подготовиться к новым требованиям. Однако власти не стали этого делать.

«ТУМАННЫЙ» ЗАКОН

В то же время Роскомнадзор объявил, что до конца года не будет проводить внеплановых проверок. До 2016 года ведомство проверит только 300 компаний, названия которых были обнародованы еще в 2014 году.

В конце июня представители Роскомнадзора и Министерства связи и массовых коммуникаций (Минкомсвязи) провели встречу с представителями крупного иностранного бизнеса и торгово-промышленных палат для прояснения некоторых спорных моментов, связанных с практическим применением закона.

По словам Юрия Ларина, представители контрольных органов постарались ответить на большинство вопросов присутствующих, но не смогли разъяснить, каким образом будут проходить проверки компаний. «Процедура проверок станет понятна только в процессе правоприменительной практики, которая на момент встречи еще не началась», – говорит он. По просьбе CCI France Russie Роскомнадзор пообещал вновь организовать встречу такого формата через два месяца после вступления закона в силу для обсуждения первых результатов.

Еще одна сложность нововведений связана с тем, что российское законодательство очень широко определяет понятие «персональных данных». Под этим термином под-



разумеется любая информация, «относящаяся прямо или косвенно к определенному или определяемому физическому лицу». Таким образом, под настоящий закон может попасть как имя, фамилия, телефон и адрес электронной почты граждан, так и их история болезни или религиозные взгляды.

МИНКОМСВЯЗИ ВНЕСЛО ЯСНОСТЬ

Вместе с тем с момента июньской встречи контрольные органы внесли некоторые разъяснения в новый закон. В частности, в августе на сайте Минкомсвязи по просьбе интернет-омбудсмена Дмитрия Мариничева был открыт для общего доступа раздел «Горячая линия по персональным данным». Как отмечает сам Мариничев, данный раздел должен в значительной степени решить проблему толкования ФЗ № 242.

Например, изначально в законе не было четкого определения понятия «база данных». Это могло означать, что компаниям потребуется внедрять какое-то новое программное обеспечение. Однако после публикации разъяснений стало понятно, что организациям достаточно будет завести базу данных в любом формате и на любом носителе, подойдет даже формат таблицы Excel.

Минкомсвязи также пояснило, что локализации подлежат только те персональные данные, которые были получены непосредственно от их субъектов, а не от других операторов. Таким образом, нет необходимости производить сбор всех персональных данных, которые использует компания.

Что касается трансграничной передачи данных, то в представленных министерством разъяснениях к закону указано, что собирать данные нужно на территории России, а обрабатывать можно в другой стране. Кроме того, Минкомсвязи отмечает, что созданные до 1 сентября базы с персональными данными россиян не требуют локализации в случае, если после 1 сентября 2015

года эти базы больше не актуализируются.

ОПАСНОСТИ ДЛЯ ИНВЕСТОРОВ?

Мариничев и Ларин уверены, что данный закон – не повод для иностранных компаний уходить с российского рынка. «Один только закон не отпугнет инвесторов. В каждой стране есть свои особенности законодательства. Это лишь ординарное требование, подобное стандартам противопожарной безопасности», – утверждает Юрий Ларин.

Об этом говорит и вице-президент Atos по продажам в Центральной и Восточной Европе, Михаил Лядов. «Единый закон не может служить оправданием отказа инвестировать в Россию: при принятии решения всегда играет роль совокупность факторов. У вновь входящих компаний теперь просто будут новые, уточненные требования о том, как нужно вести бизнес в России», – уверяет он.

Эксперты также подчеркивают, что гораздо большее влияние на иностранные компании оказали секторальные санкции, примененные к России странами ЕС, Канадой и США. Санкционные меры накладывают ограничения по работе с рядом российских компаний, из-за чего зарубежные организации несут значительные финансовые потери.

«В каждой стране существуют свои законы о хранении данных, и все благополучно работает», – добавляет Лядов. Он уверен, что любые изменения в законодательстве в первую очередь свидетельствуют о том, что страна «развивается и адаптируется к новым реалиям, защищает свои национальные интересы».

Парадоксально, но закон, по мнению Лядова, может даже привлечь зарубежные компании в Россию. «Иностранный бизнес несет затраты, в основном, в долларах и евро, и из-за девальвации рубля хранить данные на российских серверах теперь стало дешевле и, соответственно, выгоднее», – резюмирует он.

АНАСТАСИЯ СЕДУХИНА

реклама



an MT Communications Company

Enjoy work. Enjoy life. Enjoy sharing.
Общение и совместная работа без границ.

Присоединяйтесь – www.arkadin.ru +7 495 775 93 04

ЗАКОН О ПЕРСОНАЛЬНЫХ ДАННЫХ: РУКОВОДСТВО К ДЕЙСТВИЮ

С 1 СЕНТЯБРЯ РОССИЙСКИЕ И ИНОСТРАННЫЕ КОМПАНИИ, ВЕДУЩИЕ БИЗНЕС В РОССИИ, ОБЯЗАНЫ СОБЛЮДАТЬ НОВЫЕ ТРЕБОВАНИЯ ПО ЗАЩИТЕ ПЕРСОНАЛЬНЫХ ДАННЫХ. ПРИ ЭТОМ ПЕРЕЧЕНЬ НЕОБХОДИМЫХ ПРОЦЕДУР ДО СИХ ПОР ОСТАЕТСЯ НЕ ДО КОНЦА ЯСНЫМ. ЧТО В ПЕРВУЮ ОЧЕРЕДЬ СТОИТ УЧИТЫВАТЬ ОРГАНИЗАЦИЯМ, ЧТОБЫ СООТВЕТСТВОВАТЬ НОВОМУ РОССИЙСКОМУ ЗАКОНОДАТЕЛЬСТВУ?

РАБОТА ДЛЯ КАЖДОГО СВОЯ

Изменения в закон о персональных данных создают разного рода проблемы для малых и крупных компаний. Если для первых основная трудность – это финансовые затраты, то для больших и средних компаний сложностью представляет огромный объем работ, который необходимо проделать для приведения своих дата-центров в соответствие с новым законодательством.

«Мы несколько месяцев работали над изменением логистики, – рассказывает директор подразделения Accog Hotel Services в России Алексис Деларофф. – Раньше брони отелей Accog проходили через центральный сервер компании в Париже. Нам пришлось мобилизовать всю инфраструктуру ИТ, чтобы изменить систему, которая благополучно работает по всему миру, пересмотреть схему заявок на бронирование и согласовать схему размещения сервера в России».

По словам Делароффа, стоимость размещения сервера в России, где у Accog 29 отелей, обошлась компании в несколько десятков тысяч евро, также большие затраты компании пришлось на услуги консультантов. Огромная работа за лето была проведена и в головном офисе. «В парижском офисе для работы над соответствием новому российскому законодательству было задействовано несколько служб: маркетинговая служба, служба лояльности, служба электронной коммерции, служба бронирования и служба ИТ», – поясняет Деларофф. В целом, по его оценкам, этот закон будет «стоять» компании 100 000–150 000 евро.

«Есть организации, где эффект от закона минимален, – это, например, компании, представительства которых находятся в России много лет, и те представительства,

которые были зарегистрированы в качестве российских юридических лиц. Есть же компании, которым для соответствия новым требованиям предстоит огромная работа», – поясняет вице-президент группы Atos по Центральной и Восточной Европе, председатель комитета по ИТ CCI France Russie Михаил Лядов.

ПЯТЬ НЕЗАМЕНИМЫХ ДОКУМЕНТОВ

«Всем компаниям, как российским, так и зарубежным, стоит подготовить базовый набор-минимум из пяти документов, который поможет им быть готовыми к контрольным проверкам», – советует юрист Baker & McKenzie, приглашенный эксперт при Консультативном совете Роскомнадзора Вадим Перевалов. Это, прежде всего, общий регламент или так называемое положение о персональных данных, в котором указано, каким образом компания обрабатывает персональные данные, кто из сотрудников уполномочен это делать, какие данные собираются и в течение какого срока они обрабатываются.

Во-вторых, это согласие граждан на обработку персональных данных. При этом, если речь идет об особых категориях данных, например – биометрических или медицинских, то согласие необходимо получить в письменном виде. Для остальной информации согласие может быть получено в любой, в том числе электронной форме. Исключение составляют те случаи, когда данные передаются на территорию иностранных государств, не подписавших Конвенцию Совета Европы о защите физических лиц при автоматизированной обработке персональных данных 1981 года, а также стран, не признанных Роскомнадзором обеспечивающими адекватную защиту прав субъектов персо-

нальных данных. Это, в частности, США, Япония, ряд стран Азии и Африки.

«Особую сложность представляют США, где находится самое большое количество технологических компаний. Передача данных в США без согласия возможна во исполнение заключенного договора с соответствующим физическим лицом. Для того чтобы передать туда данные в иных случаях, необходимо иметь письменное согласие – документ, содержащий полное описание целей, сроков и способов обработки персональных данных», – поясняет Перевалов. Поэтому если речь идет о международной компании, то для работы в России такая компания будет, скорее всего, использовать дата-центры, расположенные в Европе, отмечает юрист.

Другой важный документ – приказ о значении лица, ответственного за организацию обработки персональных данных. Перевалов рекомендует зарубежным компаниям не выбирать для этого иностранного гражданина. «В России есть закон, согласно которому при совершении двух административных правонарушений на российской территории в течение трех лет иностранцу может быть отказано в последующем въезде в страну. Поэтому, если специалист нужен в России, лучше подстраховаться и не назначать его ответственным за обработку персональных данных», – советует Перевалов.

Также при передаче персональных данных третьим лицам компания обязана направить соответствующее уведомление в Роскомнадзор. Это необходимо сделать до начала обработки персональных данных.

Кроме того, каждой организации необходимо иметь соглашение о передаче данных между различными компаниями, в котором следует прописать, что иностранная компания обязана хранить личную информацию в течение определенного срока, обрабатывать данную информацию согласованными способами и удалять по истечении сроков обработки. «Этим документом сложно удивить европейские компании, но для российских он в новинку, поэтому при адаптации стандартного европейского договора о передаче данных желательно привлечь специалиста,

который бы оценил, насколько данное соглашение отвечает требованиям законодательства РФ», – говорит Перевалов.

Это базовый набор документов, который может варьироваться в зависимости от специфики организации. Например, в случае если компания прибегает к услугам посредника или дата-центра, будет логично при проверке приложить к документам договор об аренде сервера.

АЛЬТЕРНАТИВЫ И РИСКИ

У компаний есть несколько альтернатив, которые позволяют избежать попадания под действие закона о персональных данных. Например, можно отказаться от сбора личной информации там, где в этом нет особой необходимости. В частности, при оформлении рассылки или других виртуальных услуг ряд компаний собирает много второстепенной информации: телефон, место проживания, дата рождения. Тогда как в реальности необходим только e-mail, который Роскомнадзор не всегда склонен относить к персональным данным, поясняет Перевалов.

Еще одним способом соблюсти закон может быть обезличивание персональных данных. Например, при сборе данных для статистических целей нам обязательно знать ФИО и дату рождения человека. Кроме того, можно выделить идентифицирующую человека информацию в отдельную базу данных, которая будет храниться в России, или же провести перестановку (перемешивание) данных. Однако это технически сложный способ, который, по словам юриста, подходит ограниченному количеству компаний.

Перевалов советует помнить, что в случае несоблюдения иностранными компаниями закона о персональных данных для этих компаний существует две главных опасности: блокировка сайта, которая может нанести значительный вред, например, онлайн-ритейлерам и туроператорам, или репутационный риск, который многие компании, к сожалению, очень часто склонны недооценивать.

АНАСТАСИЯ СЕДУХИНА

рекламный репортаж

НОВЫЙ ЗАКОН: СОВЕТЫ ПРОФЕССИОНАЛОВ

ПЕРЕВОД ДЕЯТЕЛЬНОСТИ КОМПАНИЙ В СООТВЕТСТВИЕ С НОВЫМ ЗАКОНОМ «О ПЕРСОНАЛЬНЫХ ДАННЫХ» – ДЛИТЕЛЬНЫЙ И ТРУДОЕМКИЙ ПРОЦЕСС, ДЛЯ ВЫПОЛНЕНИЯ КОТОРОГО КАЖДОЙ ОРГАНИЗАЦИИ НЕОБХОДИМО ДЕЙСТВОВАТЬ ПО ОПРЕДЕЛЕННОЙ СХЕМЕ. ДИРЕКТОР ДЕПАРТАМЕНТА УПРАВЛЯЕМЫХ УСЛУГ КОМПАНИИ ATOS АЛЕКСЕЙ КОНЫШКОВ РАССКАЗАЛ, НА ЧТО НУЖНО ОБРАТИТЬ ВНИМАНИЕ В ПЕРВУЮ ОЧЕРЕДЬ.

С 1 сентября 2015 года вступил в силу Федеральный закон № 242 «О внесении изменений в отдельные законодательные акты Российской Федерации в части уточнения порядка обработки персональных данных в информационно-телекоммуникационных сетях» (далее 242-ФЗ). В соответствии с указанным законом с 1 сентября 2015 года статья 18 Федерального закона от 27.07.2006 № 152-ФЗ «О персональных данных» (далее 152-ФЗ) будет дополнена частью 5 следующего содержания: «При сборе персональных данных, в том числе посредством информационно-телекоммуникационной сети Интернет, оператор обязан обеспечить запись, систематизацию, накопление, хранение, уточнение (обновление, изменение), извлечение персональных данных граждан Российской Федерации с использованием баз данных, находящихся

на территории Российской Федерации, за исключением случаев, указанных в пунктах 2, 3, 4, 8 части 1 статьи 6 настоящего Федерального закона».

После принятия данного закона многие компании столкнулись с необходимостью детального аудита процессов, связанных с персональными данными, а также с необходимостью переноса части баз данных в Россию, и, как следствие, с поиском необходимых вычислительных мощностей и систем хранения данных. Эти изменения доставляют много головной боли международным компаниям по ведению бизнеса на территории Российской Федерации в новых реалиях. Проблема и ее решение лежит на срезе между ИТ-отделом и юридическим департаментом компаний, так как, с одной стороны, указанный федеральный закон – юридическая зона ответственности, с другой – для выполнения требований этого закона необходимы действия от ИТ-департаментов по внесению изменений в ключевые информационные системы компаний.

Дополнительно возникает целый ряд вопросов, например:

- Можно ли после осуществления сбора персональных данных (ПДн) российских граждан с использованием баз данных на территории РФ передать эти данные за рубеж?
- Что нужно сделать компаниям, чтобы подготовиться в документальном плане для соответствия 242-ФЗ?
- Что следует указывать в локальных нормативных актах и политике по обработке ПДн?
- Какие уведомления необходимо сделать и какие согласия нужно получить?

Вопросов действительно много, и каждый из них требует ответа.

Как только компании поймут, какие проблемы юридического характера им необходимо решить, чтобы быть in compliance с требованиями нового закона, на первый план выйдет техническая часть процесса.

Она включает в себя следующие этапы:

- закупка оборудования или поиск провайдера услуг предоставления инфраструктуры в Центре обработки данных,
- перенос баз,
- изменение бизнес-процессов,
- документирование и внесение изменений в локальные документы компании.

Некоторых затрат все же можно избежать или конвертировать их в операционные расходы, осуществив деперсонализацию части персональных данных. Данный метод стоит применять с осторожностью, т. к. структура данных может сильно измениться и повлиять на бизнес-процессы.

Каких действий ждать от государства? Контролирующие органы будут проводить проверки компаний на соответствие требованиям ФЗ. В частности, проверке подлежат:

- списки ПДн, списки сотрудников, имеющих доступ к ПДн,
- модели угроз для систем с ПДн,
- порядок сохранности ПДн.

За несоблюдение требований предполагается применение различных мер пресечения: от блокировки сайтов компаний и штрафов до лишения свободы. Необходимо отметить, что блокировка сайтов компании будет производиться исключительно по решению суда.

Группа компаний ATOS, в которой я работаю, является международной компанией, нацеливающейся 93 000 сотрудников в 73 странах мира. Работа по адаптации к новым юридическим нормам в нашей организации проводилась силами собственных юридических и технических экспертов в период до 1 сентября 2015 года. Как вы понимаете, в масштабах нашей компании реализация этой задачи была непростой.

Результатом данной работы стало открытие нового портфельного элемента в России. Он покрывает полный цикл – от юридического консалтинга и написания документов, которые будут проверять контролирующие органы, до технической реализации решения на территории Российской Федерации в собственном Центре обработки данных.

Такие проекты уже были реализованы для ряда наших международных клиентов, у которых были выявлены случаи несоответствия требованиям законодательства РФ в области обработки ПДн и составлен перечень мероприятий, необходимых для устранения таких случаев. Ряд проектов сейчас находится на стадии реализации.

Atos

Алексей Сергеевич Конышков, директор департамента управляемых услуг (Managed Services), Россия и Казахстан / директор офиса ATOS в Казахстане Alexey.Konyshkov@atos.net

рекламный репортаж

ORANGE BUSINESS SERVICES: НОВЫЙ ЗАКОН О ПЕРСОНАЛЬНЫХ ДАННЫХ – МОЩНЫЙ ДРАЙВЕР ИЗМЕНЕНИЙ ДЛЯ БИЗНЕСА?

ИЗМЕНЕНИЯ В ЗАКОНЕ «О ПЕРСОНАЛЬНЫХ ДАННЫХ» ПОСТАВИЛИ ПЕРЕД КОМПАНИЯМИ НЕПРОСТУЮ ЗАДАЧУ: ГРАМОТНО ПЕРЕНЕСТИ ВСЕ ПЕРСОНАЛЬНЫЕ ДАННЫЕ РОССИЙСКИХ ГРАЖДАН НА ТЕРРИТОРИЮ РОССИИ. ЭТО СЛОЖНЫЙ И ЗАТРАТНЫЙ ПРОЦЕСС, ТРЕБУЮЩИЙ ОТ ОРГАНИЗАЦИЙ ОБНОВЛЕНИЯ ИТ-ИНФРАСТРУКТУРЫ. О ТОМ, КАКИЕ ПРЕИМУЩЕСТВА ОТКРЫВАЕТ ПЕРЕД КОМПАНИЯМИ НОВЫЙ ЗАКОН И КАКУЮ РОЛЬ ЗДЕСЬ ИГРАЕТ ИТ, РАССКАЗАЛ ОЛИВЬЕ КЕССОН, КОММЕРЧЕСКИЙ ДИРЕКТОР ORANGE BUSINESS SERVICES В РОССИИ И СНГ.

«Перенос персональных данных на территорию РФ – непростая задача, которая влечет за собой большие расходы на обновление ИТ-инфраструктуры. Однако компании могут воспользоваться данной ситуацией, чтобы повысить эффективность работы бизнес-подразделений и более гибко планировать бюджеты на ИТ. В этом могут помочь технологии Cloud computing (Облачные вычисления)», – рассказывает Оливье Кессон.

На сегодняшний день не все компании успели привести свои информационные системы в соответствие с законодательством. В текущей ситуации у организаций есть два варианта: построить собственный дата-центр или добавить стойки в имеющийся. Однако все больше компаний предпочитают облачные решения,



которые несут в себе множество преимуществ для бизнеса.

Облачные технологии позволяют компаниям отказаться от капитальных затрат на ИТ-инфраструктуру, перейти на OpEx-модель и доверить сервис-провайдеру как создание ресурсов, так и управление этими ресурсами. С помощью облачных технологий компании, ранее не имевшие возможности строить собственные отказоустойчивые центры обработки данных, получают доступ к современным, надежным и высокопроизводительным ресурсам, которые опла-

чиваются в соответствии с реальными объемами использования.

По данным аналитической компании IDC, к 2016 году мировые инвестиции в облачные вычисления достигнут 100 млрд \$. Тенденции к переходу на облачные услуги особенно заметны в европейских странах. В частности, сейчас на Cloud перешли уже больше половины компаний в Великобритании, Италии и Франции. При этом все чаще размещать базы данных и приложения в «облаках» предпочитает не только малый бизнес, но и крупные компании.

«Во всем мире растет спрос на технологии Cloud computing, и Россия не является исключением. В последние годы мы предлагаем нашим клиентам в России и по всему миру услуги на основе облачных технологий с подходом «as a service»: от ИТ-инфраструктуры (виртуальные машины, вычислительные мощности, хранение данных) до телефонии, видеоконференций, унифицированных коммуникаций и контакт-центров», – объясняет Оливье Кессон.

По словам господина Кессона, в последние месяцы более 85% обращений в Orange Business Services в России по размещению данных в облачных хранилищах связаны с новым законом. Таким образом, количество обращений по сравнению с прошлым годом увеличилось приблизительно на 70%.

Вступление в силу нового Закона «О персональных данных» стало для Orange Business Services мощным драйвером для принятия решения о расширении портфеля облачных услуг в России. Компания запустила Cloud-сервис нового поколения Flexible Computing Advanced, ориентированный на крупные российские и транснациональные компании.

Flexible Computing Advanced представляет собой вычислительную платформу, внутри которой клиенты могут развернуть собственный виртуальный дата-центр. Облачная платформа находится в России, в московском дата-центре уровня Tier 3+, который располагает комплексными сервисами резервного копирования и аварийного восстановления. Благодаря этому решению компании могут оперативно разместить данные и приложения в полном соответствии с российским законодательством в безопасной и специально оборудованной среде.

Orange предлагает клиентам соглашение об уровне качества

Orange – один из ведущих телеком-операторов в мире и единственный в России международный поставщик телекоммуникационных и интеграционных услуг, обладающий собственной магистральной сетью протяженностью 8 500 км от Калининграда до Владивостока. Orange Business Services предоставляет услуги связи более чем 3 000 крупнейшим российским и международным заказчикам, среди которых Danone, Heineken, Siemens, JTI, L'Oreal, Банк «Открытие», МДМ Банк, Росбанк, Сбербанк и другие.

Центры обслуживания клиентов Orange открыты во Франции, России, Бразилии, Египте, Франции, Индии, Республике Маврикий и еще 24 регионах. Они работают в режиме 24/7, предоставляя своим клиентам доступ к ключевым операционным ресурсам, а также услуги службы поддержки. Сегодня Orange присутствует во всех федеральных округах России. В распоряжении российского отделения Orange – 7 500 км городских сетей доступа, более 30 собственных дата-центров, 5 телепортов и 1 300 точек присутствия.

обслуживания SLA (Service Level Agreement), а также услуги службы клиентской поддержки в круглосуточном режиме. Доступ к платформе Flexible Computing Advanced осуществляется через каналы связи Orange, позволяющие гарантировать качественный сервис на всех участках сети (end-to-end SLA), или через безопасное интернет-соединение.

Благодаря встроенному portalу самообслуживания для управления инфраструктурой заказчику необходим всего один ИТ-специалист. Это позволяет клиенту не только снизить затраты на внедрение новых проектов, но и благодаря прозрачному ценообразованию упрощает планирование бюджета на вычислительные ресурсы. Подход «pay-as-you-go» позволит платить только за фактически потребляемые ресурсы, что важно в текущей экономической ситуации.

Платформа Flexible Computing Advanced уже развернута в других странах присутствия Orange в мире, она дает возможность компаниям создавать собственную инфраструктуру внутри глобального дата-центра.

Orange Business Services обладает более чем 20-летним опытом развития облачных инфраструктур по всему миру. За услугами компании регулярно обращаются крупные российские и международные игроки. Благодаря глобальному присутствию компании облачные технологии Orange позволяют получить доступ к вычислительным мощностям по всему миру и в необходимых для бизнеса объемах.

АНАСТАСИЯ СЕДУХИНА



рекламный репортаж

ПЕРСОНАЛЬНЫЕ ДАННЫЕ: ПРАВИЛА ИГРЫ ЕЩЕ НЕ ОПРЕДЕЛЕНЫ

Основная проблема вступивших в силу с 1 сентября изменений в Федеральный закон «О персональных данных» состоит в том, что «правила игры», которыми требуется руководствоваться как бизнесу, так и контролирующим органам, до конца не определены. В Законе было много неясностей и до принятия поправок о хранении персональных данных граждан Российской Федерации. Внесенные изменения только увеличили интерес к неурегулированным вопросам и добавили новые.

В течение последнего года представители контролирующих органов (Роскомнадзор и Минкомсвязи) провели ряд разъяснительных конференций и дали комментарии и интервью по толкованию Закона, но при этом каждый раз ограничивались лишь озвучиванием неофициальных мнений. Более того, позиция органов по тем или иным вопросам менялась кардинальным образом – например, в вопросе о том, распространяются ли новые требования на обработку персональных данных работников.

Следует отметить, что главный из неурегулированных вопросов заключается в том, что все-таки понимать под персональными данными. Одноименный закон трактует понятие персональных данных как любую информацию, относящуюся прямо или косвенно к определенному или определяемому физическому лицу. Однако на практике отнесение информации к персональным данным вызывает множество затруднений. Так, например, фамилия, имя и отчество являются апри-

ори идентифицирующими признаками человека, но без дополнительных данных, таких как место жительства, место работы, должность и т.д., установить личность человека достаточно затруднительно.

Из этого определения можно сделать вывод о том, что идентификация субъекта персональных данных на основании имеющейся информации переходит в плоскость субъективного суждения и зависит от того, можно ли с помощью имеющихся данных идентифицировать другое лицо. Зачастую такая идентификация зависит от имеющихся финансовых и технических возможностей. Следует иметь в виду, что в современном мире технологии позволяют установить личность человека даже при наличии мельчайших обрывков информации.

Еще одним неясным понятием, которым оперирует закон о персональных данных, является понятие «базы данных». Не вдаваясь в подробности, можно сделать вывод о том, что в контексте применяемого закона под базой данных контролируемые органы понимают упорядоченный массив персональных данных, независимый от вида материального носителя информации и используемых средств обработки. Таким образом, требования к обработке персональных граждан Российской Федерации с использованием баз данных, находящихся на территории Российской Федерации, распространяются как на таблицы Microsoft Excel, так и на любое программное обеспечение, включая почтовые программы и серверы, на которых

содержатся такие персональные данные. В связи с этим, если базы данных программного обеспечения, используемого внутри организации, содержат персональные данные граждан Российской Федерации, стоит задуматься о переносе таких данных в Россию.

Что касается электронной почты, то здесь следует обратить внимание на два аспекта. Во-первых, по мнению контролирующих органов, любой адрес электронной почты является уникальным и идентифицирует лицо, которое его использует. Это автоматически относит такие адреса в разряд персональных данных. Во-вторых, содержащаяся в электронной почтовой переписке информация об адресантах (имя, должность, место работы и т.д.), по мнению все тех же контролирующих органов, не может рассматриваться в качестве персональных данных по смыслу закона, так как фактическое получение указанных данных не преследует цель дальнейшей обработки данных каким-либо образом.

Грань между соблюдением и несоблюдением новых требований законодательства настолько тонка, что некоторые компании принципиально отказались от переноса данных в Россию. Так, например, социальная сеть Facebook, по информации российских СМИ*, мотивировала свой отказ тем, что данные аккаунтов пользователей сети не являются персональными данными.

Подводя итоги, отметим, что большое количество вопросов, связанных с реализацией новых требований законодательства о персональных данных, пока что остаются

неурегулированными. Мы надеемся, что в ближайшее время контролирующие органы сформируют свою позицию по таким вопросам и дадут на них развернутые ответы.

Андрей Кандауров, старший юрист Департамента налоговых и юридических услуг Mazars Russia
info@mazars.ru
www.mazars.ru

* 26 августа газета «Ведомости» со ссылкой на источники написала, что соцсеть Facebook решила не переносить персональные данные в Россию. Позднее в Роскомнадзоре опровергли отказ Facebook от переноса данных.

На прошлой неделе, как сообщал Роскомнадзор, его руководитель Александр Жаров обсуждал с Томасом Мирупом Кристенсеном, директором Facebook в зоне Скандинавии, Восточной Европы и России, вопрос исполнения компанией российского законодательства, а конкретно обновленного закона о персональных данных. В разговоре с Жаровым Facebook занял жесткую позицию: крупнейшая в мире социальная сеть не считает нужным размещать данные российских пользователей на российских серверах. Топ-менеджер Facebook объяснил, что компании это невыгодно экономически, а кроме того, она не считает информацию из аккаунтов пользователей персональными данными. Роскомнадзор такое содержание разговора Жарова с Кристенсеном отрицал.

(Ведомости от 02.09.2015 под заголовком «Роскомнадзор не доберется до чужих серверов».)



ФРАНЦУЗСКИЙ БИЗНЕС ГОТОВ ИСПОЛНИТЬ ЗАКОН О ПЕРСОНАЛЬНЫХ ДАННЫХ

Незадолго до вступления в силу поправок к Федеральному закону №152 «О персональных данных» Франко-российская торгово-промышленная палата (CCI France Russie) провела на своем сайте анонимный опрос на тему готовности компаний-членов палаты к соблюдению новых требований законодательства.

В опросе приняли участие более 50 компаний, ведущих деятельность на территории России. Более 53% опрошенных ответили, что они готовы к исполнению новых требований по хранению персональных данных. Около 39% заявили, что готовы привести деятельность компании в соответствие с новым законодательством, но с задержкой. Оставшиеся 8% отметили, что не готовы к исполнению нового закона.

рекламный репортаж

STACK GROUP – НАДЕЖНОЕ ХРАНЕНИЕ ПЕРСОНАЛЬНЫХ ДАННЫХ С МИНИМАЛЬНЫМИ ЗАТРАТАМИ

КОМПАНИЯ STACK GROUP ЯВЛЯЕТСЯ ОДНИМ ИЗ ПИОНЕРОВ ПО ПРЕДОСТАВЛЕНИЮ УСЛУГ ОБРАБОТКИ И ХРАНЕНИЯ ДАННЫХ В РОССИИ. КОМПАНИЯ ПРЕДЛАГАЕТ КАТАСТРОФОУСТОЙЧИВЫЕ РЕШЕНИЯ ПО РАЗМЕЩЕНИЮ И ОБСЛУЖИВАНИЮ ФИЗИЧЕСКОЙ И ВИРТУАЛЬНОЙ ИНФРАСТРУКТУРЫ, ОСНОВЫВАЯСЬ НА СЕТИ ДАТА-ЦЕНТРОВ, РАСПОЛОЖЕННЫХ В МОСКВЕ.

Дата-центр M1 (Stack.M1) – один из крупнейших в Московском регионе центр обработки данных емкостью более 1 000 серверных стоек. В 2013 году начал работу облачный проект под брендом M1Cloud, базирующийся на инфраструктуре сети собственных центров обработки данных.

Более чем за 10 лет работы компания накопила богатый опыт в предоставлении ИТ-сервисов по обработке данных и выработала решения по выполнению задач не только по размещению данных, но и индивидуальных бизнес-задач, которые формулируют заказчики. Сегодня в числе клиентов Stack Group – операторы мобильной связи, коммерческие банки, страховые компании, операторы платежных сервисов, а также другие крупные российские и международные коммерческие организации и государственные структуры.

Изменения в закон о персональных данных, вступившие в силу с сентября 2015 года, ставят перед иностранным бизнесом непростую задачу: компании должны не только физически перенести данные россияна на территорию России, но и решить задачи непрерывности существующих бизнес-процессов, связанных с обработкой таких данных.

Компания Stack Group помогает бизнесу, предлагая решения для хранения и обработки данных на российской территории, а также содействует в адаптации процесса обработки персональных данных к действующим бизнес-процессам, – поясняет директор по развитию бизнеса Stack Group Владимир Лебедев.

Одним из таких решений является сервис M1CloudWide, который представила компания Stack Group совместно с международной сетью центров обработки данных Equinix в рамках глобального сервиса Equinix Cloud Exchange. Этот сервис позволит международным заказчикам выделять ресурсы в российской инфраструктуре Stack Group и объединить их с уже существующими мощностями, размещенными в сети дата-центров Equinix, расположенных по всему миру.

«Таким образом, российский рынок получает дополнительные технологические возможности, используя преимущества прямой доступности ведущих мировых сервисов и одновременно соответствуя современным регуляторным требованиям», – говорит Владимир Лебедев.

Решение M1CloudWide будет доступно в глобальном катало-

ге Equinix Marketplace. Заказчик сможет в течение 15 минут организовать прямое L2-подключение к российской инфраструктуре с гарантированными техническими характеристиками и использовать нужные ему физические и виртуальные ресурсы. В частности, это решает задачу по переносу в Россию только тех информационных систем, которые попадают под действие закона. Данная опция позволит значительно снизить общие затраты на реализацию проекта.

M1CloudWide ориентировано, в первую очередь на международные компании сегментов Medium и Enterprise, деятельность которых направлена на Российскую Федерацию и которые имеют существенную зависимость от ИТ-инфраструктуры, расположенной за пределами России.

Владимир Лебедев подчеркивает, что текущая экономическая ситуация, в частности отношение курсов национальной и зарубежных валют, не сказалась на ценовой политике компании. Тарифы остались такими же, как и год назад, тогда как в долларовом эквиваленте расценки компании упали за последние 12 месяцев примерно в два раза. Для международных компаний это открывает дополнительные возможности по оптимизации затрат на реализацию проектов по соответствию требованиям российского законодательства.

publicité

CCI FRANCE RUSSIE
ФРАНКО-РОССИЙСКАЯ
ТОРГОВО-ПРОМЫШЛЕННАЯ ПАЛАТА
CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE FRANCO-RUSSE

16.10.2015
MOSCOU | МОСКВА

КОНФЕРЕНЦИЯ
ЗАЩИТА И ЛОКАЛИЗАЦИЯ
ПЕРСОНАЛЬНЫХ ДАННЫХ:
РОССИЙСКАЯ И
МЕЖДУНАРОДНАЯ ПРАКТИКА
ПЕРВЫЕ КОММЕНТАРИИ И КЕЙСЫ ПОСЛЕ
ВСТУПЛЕНИЯ В СИЛУ ЗАКОНА N 242-ФЗ

CONFÉRENCE
PROTECTION ET LOCALISATION DES
DONNÉES PERSONNELLES :
LES PRATIQUES RUSSE ET INTERNATIONALE
PREMIERS COMMENTAIRES ET
CAS SUITE À L'ENTRÉE EN VIGUEUR
DE LA LOI FÉDÉRALE N 242-FZ

SPONSORS / СПОНСОРЫ:
orange Business Services
IXcellerate
www.ccifr.ru
moncontact@ccifr.ru

